

Science en société : le cas Idoine pour une dynamique interdisciplinaire valorisant les compétences

Antoine Boudreau LeBlanc, Josianne Barrette-Moran, Georges-Philippe Gadoury-Sansfaçon, Valentin Kravtchenko, Virginie Manus et Sonya Anvar

Volume 9, numéro 2, 2026

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1124222ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1124222ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Programmes de bioéthique, École de santé publique de l'Université de Montréal

ISSN

2561-4665 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Boudreau LeBlanc, A., Barrette-Moran, J., Gadoury-Sansfaçon, G.-P., Kravtchenko, V., Manus, V. & Anvar, S. (2026). Science en société : le cas Idoine pour une dynamique interdisciplinaire valorisant les compétences. *Canadian Journal of Bioethics / Revue canadienne de bioéthique*, 9(2), 192–197. <https://doi.org/10.7202/1124222ar>

Résumé de l'article

L'éthique de la recherche s'est historiquement concentrée sur le « chercheur en laboratoire », négligeant des aspects fondamentaux de la vie universitaire, tels que le transfert des connaissances, les dynamiques bibliométriques et les inégalités structurelles. Ces enjeux influencent profondément les trajectoires académiques, particulièrement dans un contexte où l'interdisciplinarité et le décloisonnement des facultés sont devenus des impératifs académiques et sociétaux. Ce texte explore une force latente présente dans les institutions universitaires, capable de transcender les cloisonnements traditionnels pour favoriser une meilleure intégration des compétences, des savoirs et des pratiques, d'abord dans son institution, mais aussi plus largement en société. Nous introduisons le collectif Idoine comme un modèle organisationnel permettant d'étudier et d'expérimenter des mécanismes qui répondent aux besoins de transfert de connaissances, tout en investiguant les structures institutionnelles qui freinent l'interdisciplinarité et la valorisation des compétences des étudiants et des chercheurs. Le collectif Idoine est envisagé comme un objet d'étude en éthique procédurale et en gouvernance, permettant d'analyser comment des cadres organisationnels alternatifs peuvent soutenir la science en action, décloisonner les disciplines et renforcer le lien entre université et société. En examinant ces dynamiques, ce texte invite à repenser la place des étudiants et des chercheurs dans la production et la diffusion des savoirs, tout en mettant en lumière les tensions structurelles qui subsistent dans le milieu académique.



TÉMOIGNAGE / PERSPECTIVE

Science en société : Le cas Idoine pour une dynamique interdisciplinaire valorisant les compétences

Antoine Boudreau LeBlanc^{a,b}, Josianne Barrette-Moran^a, Georges-Philippe Gadoury-Sansfaçon^{a,c}, Valentin Kravtchenko^a, Virginie Manus^a, Sonya Anvar^a

Résumé

L'éthique de la recherche s'est historiquement concentrée sur le « chercheur en laboratoire », négligeant des aspects fondamentaux de la vie universitaire, tels que le transfert des connaissances, les dynamiques bibliométriques et les inégalités structurelles. Ces enjeux influencent profondément les trajectoires académiques, particulièrement dans un contexte où l'interdisciplinarité et le décloisonnement des facultés sont devenus des impératifs académiques et sociétaux. Ce texte explore une force latente présente dans les institutions universitaires, capable de transcender les cloisonnements traditionnels pour favoriser une meilleure intégration des compétences, des savoirs et des pratiques, d'abord dans son institution, mais aussi plus largement en société. Nous introduisons le collectif Idoine comme un modèle organisationnel permettant d'étudier et d'expérimenter des mécanismes qui répondent aux besoins de transfert de connaissances, tout en investiguant les structures institutionnelles qui freinent l'interdisciplinarité et la valorisation des compétences des étudiants et des chercheurs. Le collectif Idoine est envisagé comme un objet d'étude en éthique procédurale et en gouvernance, permettant d'analyser comment des cadres organisationnels alternatifs peuvent soutenir la science en action, décloisonner les disciplines et renforcer le lien entre université et société. En examinant ces dynamiques, ce texte invite à repenser la place des étudiants et des chercheurs dans la production et la diffusion des savoirs, tout en mettant en lumière les tensions structurelles qui subsistent dans le milieu académique.

Mots-clés

éthique universitaire, financement de la recherche, initiative collaborative, innovation sociale

Abstract

Research ethics has historically focused on the “laboratory researcher,” neglecting fundamental aspects of academic life, such as knowledge transfer, bibliometric dynamics, and structural inequalities. These issues profoundly influence academic trajectories, particularly in a context where interdisciplinarity and the breaking down of barriers between faculties have become academic and societal imperatives. This text explores a latent force present in academic institutions capable of transcending traditional divisions to promote better integration of skills, knowledge and practices, first within its institution, but also more broadly in society. We introduce the Idoine Collective as an organisational model for studying and experimenting with mechanisms that meet the needs of knowledge transfer, while investigating the institutional structures that hinder interdisciplinarity and the promotion of students' and researchers' skills. The Idoine Collective is considered as a subject of study in procedural ethics and governance, allowing us to analyse how alternative organisational frameworks can support science in action, break down barriers between disciplines and strengthen the link between universities and society. By examining these dynamics, this text invites us to rethink the place of students and researchers in the production and dissemination of knowledge, while highlighting the structural tensions that remain in academia.

Keywords

academic ethics, research funding, collaborative initiative, social innovation

Affiliations

^a Programmes de bioéthique, École de santé publique, Université de Montréal, Montréal, Québec, Canada

^b Faculté de Médecine et des Sciences de la Santé, Université McGill, Montréal, Québec, Canada

^c Faculté de Médecine et des Sciences de la Santé, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Québec, Canada

Correspondance / Correspondence: Antoine Boudreau LeBlanc, antoine.boudreau.leblanc@umontreal.ca

Une demande croissante de services émerge dans le milieu académique, émanant de divers acteurs de la société civile, tels que les journalistes, les organismes à but non lucratif, les municipalités et les entreprises. Dépassant la recherche et l'enseignement, ces demandes couvrent une variété de mandats, allant de la vulgarisation scientifique à la formation, en passant par la réflexion pluridisciplinaire critique sur des enjeux sociétaux actuels. D'une part, cette demande exprime une forte attente sociétale de rapprochement entre recherches et société civile, afin de faire circuler et partager les savoirs. Actuellement, ces offres de service demeurent souvent centralisées, administrées et gérées par le corps professoral. Pourtant, ces services d'expertise pourraient être réalisés, administrés et gérés par des diplômés poursuivant une spécialisation aux cycles supérieurs (alias, les « étudiants gradués »)¹. D'autre part, la requête de services tend à inscrire la recherche et l'enseignement dans une logique commerciale, impulsée par un régime libéral favorisant la consommation, l'innovation technologique et les compétences techniques en vue de consolider un capital matériel et humain (1) : c'est-à-dire, le « service ». À travers la preuve de concept d'Idoine (signifiant « qui convient parfaitement à une situation »), nous proposons

¹ Reconnaissons le triple caractère des études graduées : la personne est à la fois étudiante, à la fois diplômée, à la fois employée; ainsi, elle est également en formation, en position d'expertise et en offre de services. Idoine vise à formaliser ce triple statut et à clarifier ces trois rôles afin de valoriser la capacité de l'expert, actuellement latente sous le couvert de « l'étudiant à former ». Un diplômé (métier, technique, baccalauréat, maîtrise, doctorat clinique, professionnel ou PhD) peut poursuivre sa spécialisation ou bifurquer vers un autre domaine (métier, technique, baccalauréat, maîtrise, doctorat, voire une résidence clinique ou scientifique, un fellowship en médecine ou un postdoctorat de recherche). Ainsi, un « expert en formation » signifie très rarement que l'expert est « entièrement » en formation.

une approche constructive face à cette double dynamique. Elle permet de répondre de manière urgente et décentralisée à ces besoins sociétaux tout en adoptant une posture critique vis-à-vis de l'impulsion technique, afin d'équilibrer les intérêts sociétaux et économiques, ainsi que les devoirs intellectuels et épistémiques, dans un cadre éthique et réfléchi, qu'il s'agisse de la recherche, de l'enseignement ou du service.

Faute de financement, une spécialisation aux cycles supérieurs s'apparente de plus en plus à un parcours du combattant. Entre l'implication dans des activités académiques exigeant une expérience substantielle et la nécessité d'occuper un emploi à temps plein pour subvenir à ses besoins, la conciliation d'une rémunération et d'une spécialisation (ou travail-études) devient, pour de nombreuses personnes n'ayant pas de soutien a priori, un obstacle compromettant leurs perspectives académiques et professionnelles. Cette conciliation se complexifie davantage lorsque nous la situons dans le monde réel, alors qu'un bon nombre de personnes diplômées poursuivant une spécialisation aux cycles supérieurs s'ouvre aux défis de la parentalité, du logement, ou de la fiscalité. Les organismes subventionnaires, dans leur évaluation des candidatures, s'appuient sur divers critères, tels que les résultats académiques, l'engagement dans des initiatives étudiantes, les emplois antérieurs et les bourses déjà obtenues. Dans ce contexte où le temps constitue la ressource la plus précieuse pour développer un dossier compétitif, jongler entre études (spécialisations), travail, famille et autres réalités limite considérablement les chances de se démarquer. En conséquence, le parcours académique des « étudiants non-boursiers » se précarise : un grand nombre d'heures est consacré à des emplois souvent déconnectés de leur domaine de spécialisation, ce qui n'apporte aucune valeur ajoutée à leur dossier pour solliciter du financement ni aux cursus de leur formation, ni n'apporte à la société en termes de richesse disciplinaire, académique et épistémique. De plus, un refus de financement ne compromet pas seulement l'année en cours, mais génère également des répercussions durables sur les années suivantes, le manque de temps entravant toute possibilité de bonifier le dossier académique et de renforcer sa compétitivité. Déconnecter le financement et la spécialisation a des implications pratiques, mais aussi sociétales et épistémiques, en imputant à l'institution académique la richesse de son plus vaste corps d'expertise, c'est-à-dire ses personnes diplômées poursuivant leur spécialisation aux cycles supérieurs.

Conscients de cette réalité de la spécialisation aux cycles supérieurs et de ces préoccupations institutionnelles, les auteurs ont fait l'exercice de revisiter les missions universitaires — recherche, enseignement et service —, dont l'opération, la gestion et l'administration nous semblent articulées sous une formule de gouvernance descendante qui, soi-disant, va de soi. En adoptant une posture collaborative, constructive et critique avec et envers l'institution universitaire, le projet « Idoine » est né. Une perspective se maintient, selon laquelle les études académiques doivent s'imposer comme une servitude qui, à son terme, devrait nous élever. Effectivement, étudier est un labeur intellectuel — l'écriture d'un mémoire ou d'une thèse constitue un défi! Cependant, beaucoup de choses entrent dans cette boîte noire que représentent « les études graduées » et ainsi, plusieurs amalgames entourent le processus de la spécialisation académique. Au cours de l'année d'idéation du collectif Idoine (2023-2024), nous avons mené de nombreuses discussions avec des personnes diplômées poursuivant une spécialisation aux cycles supérieurs afin de définir et de préciser leurs besoins, rôles et missions.

Sans désir de formaliser, de délinéer ou de fermer de nouveau cette « boîte » avec une idée toute construite, nous maintiendrons ouvert et accessible le concept de la gouvernance de ce collectif. Cette philosophie d'ouverture se réalise en énonçant, réfléchissant et recadrant, au besoin, les prémisses ancrant la gouvernance avant, pendant et après la formalisation de son collectif (c'est-à-dire en considérant par défaut un mouvement d'itérations, de théorisations et d'applications). Conséquemment, Idoine ouvre la possibilité de concevoir une « boîte » faite par et pour les diplômés poursuivant une spécialisation aux cycles supérieurs (alias, les « étudiants gradués »), transcendant les affiliations universitaires (l'université, la faculté, le secteur), s'autorisant la capacité de croître, de se transformer et de réfléchir à un mieux-vivre interdisciplinaire et universitaire. En pratique, nous imaginons une sorte de firme d'experts valorisant ces personnes diplômées, ainsi déjà expertes, bien qu'en cours d'une spécialisation additionnelle (alias, ces « étudiants gradués »). Ainsi, Idoine valorise leurs diplômes et les expériences connexes déjà acquis; et la gamme de services offerts variera en fonction des membres composant cette firme de consultance académique. En adoptant une perspective ouverte et coopérative, en collaboration avec le milieu universitaire, les laboratoires de recherche et les processus déjà institués, nous croyons que, dès sa mise en action, cette plasticité de fonctionnement saura constamment élargir l'offre, la qualité et l'efficacité des services de son institution.

En prémisses, cette démarche d'ouverture, comparable à une « étude de marché » participative et exhaustive, a confirmé un sentiment partagé par l'ensemble des participants inauguraux impliqués dans l'idéation d'Idoine, qu'ils soient en processus de spécialisation aux cycles supérieurs ou chercheurs postdoctoraux, qu'ils soient affiliés aux universités de Montréal, McGill, Laval ou Sherbrooke (Québec, Canada). Cette démarche d'ouverture s'est réalisée de manière boule-de-neige, comme les approches ethnographiques et les approches de la gouvernance participative, en incluant aussi des échanges avec le corps professoral et administratif de l'institution, notamment en mobilisant les réseaux de recherche régionaux, nationaux et internationaux dans lesquels les auteurs et les collaborateurs professoraux et administratifs œuvrent activement. Ces échanges ont révélé des perspectives similaires et favorables à une reconceptualisation de la gouvernance de l'offre de service, ainsi qu'une vision plus décentralisée de l'opération, de la gestion et de l'administration sociétale et intellectuelle de ce service d'expertise. Plus encore, le démarchage auprès de partenaires externes à l'université s'est avéré positif, témoignant de besoins réels et de la crédibilité de l'expertise au sein des cycles supérieurs. Le constat fut, alors, celui d'un besoin de soutien pour améliorer l'articulation des relations entre la science et la société — incluant la valorisation et la diversification des types d'acteurs universitaires s'investissant dans le service de conseil, de diplomatie et d'encadrement des/en sciences, technologies et société. Essentiellement, nous avons constaté cette force latente, ce leadership existant et cette volonté de valoriser l'expertise, de diffuser la science, d'aider en société; et une incapacité d'effectivement réaliser cette valorisation, et ceci même à la hauteur des personnes diplômées poursuivant aux cycles supérieurs (alias, les « étudiants gradués »), ainsi

que des compétences et des expériences accréditées par l'établissement d'enseignement même les ayant octroyées. En effet, pourquoi est-ce difficile pour un ou une ingénieur, médecin, biologiste et philosophe diplômé(e)s, par exemple, d'offrir en service ses compétences déjà acquises pour la seule raison qu'il ou elle est en train d'acquérir de nouvelles cordes à son arc, en réalisant une spécialisation doctorale? Les universités devraient, à l'inverse, mettre en valeur les compétences acquises lors du premier cycle universitaire : une force d'expertise-conseil pour l'État, les entreprises et la société civile, demeurant en latence lors du processus de spécialisation, alors que ces compétences ont pourtant une valeur en société.

Cette réflexion ne prétend pas constituer une revue systématique des écrits, du paysage ethnographique ou du « marché », mais bien de poser une première prise de position collective, à l'échelle d'un petit collectif en émergence, et qui pourrait, par la force de l'itération de cette même réflexion, fonder une position plus « à propos » (idone) de la réalité académique québécoise. Ainsi, notre intention n'est pas de mettre l'accent sur la création d'Ildoine, mais de souligner l'importance — et ceci depuis la perspective des personnes diplômées poursuivant aux cycles supérieurs (alias, les « étudiants gradués ») — d'initier des projets collectifs. L'innovation que nous souhaitons mettre de l'avant en rapportant le cas d'Ildoine est la valeur, dont nous soulignons l'importance, de documenter les dynamiques collectives, l'amorce de mouvements sociaux, l'étude des relations interdisciplinaires et de disposer l'offre de services universitaires à l'investigation des recherches en éthique. Pour acquérir cette capacité réflexive et apprenante, Ildoine se comprend comme indissociable d'un Laboratoire Ildoine s'enracinant, entre autres, dans les Programmes de bioéthique de l'École de santé publique de l'Université de Montréal, venant étudier in situ sa dynamique de création, d'organisation et de relation entre scientifiques, envers la société, et par rapport à sa propre gouvernance. Nos premiers constats indiquent que l'enjeu dépasse les frontières locales et se retrouve, sous diverses formes, à l'échelle internationale, influencé par des facteurs propres aux contextes nationaux, culturels et disciplinaires (2,3).

À titre de personnes diplômées et en spécialisation dans les Programmes de bioéthique, les auteurs ont amorcé le collectif Ildoine en s'appuyant sur les principes fondamentaux des méthodologies en bioéthique, à savoir une approche réflexive, adaptative et collaborative, mobilisant, opérant et révisant le socle de principes orientant la prise de décision, la gouvernance et l'avenir d'un projet (1,4). Nous avons orienté ces efforts en misant sur l'interdisciplinarité et la traduction des connaissances de l'Université vers la société. Cette démarche ne se limite pas à une réflexion sur l'offre de services actuelle (transfert de connaissances, conseil, mentorat, capitalisation des bonnes pratiques au sein de communautés de pratique) ou future d'Ildoine, mais s'étend à une analyse de sa nature même, afin d'envisager « ce que devrait faire », voire « devrait être » ce collectif pour s'améliorer et améliorer la vie académique. En introduisant à titre d'objet d'étude le réseau, la gouvernance et les productions d'Ildoine, la projection de nouvelles offres de service par ses membres deviendra plus tangible, ainsi que la possibilité de découvrir des dynamiques innovantes d'organisation liant ses membres entre eux, puis en société, apportant de nouvelles manières de conduire la recherche scientifique et technologique (le Laboratoire Ildoine). Ainsi, la « boîte » Ildoine permet de remettre en question les approches traditionnelles renforçant les cloisons universitaires (facultés) et économiques (secteurs). La perspective classique dichotomise l'offre de son analyse, rendant formelles les directions et immuable (ou peu apprenante) l'architecture de gouvernance; les administrateurs, gestionnaires et experts sont déterminés par leur création. Ildoine clarifiera et documentera les moyens rendant possible l'examen en continu du contexte stratégique (les risques), économique (le financement lors des études graduées et postdoctorales), juridique (le choix du véhicule inter-/transdisciplinaire optimal), sociologique (les impacts, dynamiques de pouvoir) et éthique (l'équité procédurale), et ses succès ainsi que ses apprentissages à l'égard d'une dynamique de gouvernance plus complexifiée, intégrant par défaut une agilité collaborative, adaptative et réflexive de type communautaire.

Dans chaque université canadienne existent des comités, des procédures et des politiques, liant notamment l'Établissement aux Fonds subventionnaires, visant à opérer l'éthique en sciences. Actuellement, ces processus s'intéressent essentiellement à l'intégrité et à la conduite responsable des chercheurs et des projets de recherche; un intérêt mis en lumière par les études en éthique de la recherche. Nous croyons que l'éthique de la recherche gagnerait à élargir son champ d'attention. L'objet, centré sur le chercheur en laboratoire, devrait englober la vie universitaire et la place des connaissances académiques dans la société. Cette vie universitaire se caractérise d'abord, selon nous, par son corps étudiant prégradué, gradué aux cycles supérieurs et ses recherches postdoctorales et associées, ou encore ses résidences et *fellowships* scientifiques ou cliniques, donnant vie à cet écosystème intellectuel. Actuellement, l'attention est rivée sur les éléments de sa structure organisationnelle — un squelette effectivement important — comprenant son corps professoral, de soutien et administratif. Retourner l'attention, transitant de la (infra)structure professorale au (éco)système « étudiant », permettrait de reconnaître des contributions souvent négligées, comme le travail (largement bénévole) des personnes diplômées poursuivant aux cycles supérieurs (alias, les « étudiants gradués »), pour soutenir les activités de laboratoire (ex. : mesures), compléter les offres de service (ex. : rapports), soutenir l'offre de formation, de supervision et d'enseignement. Cette part de tâches académiques (souvent techniques) ne tombe pourtant que rarement sous le cadre de leur formation spécialisée, mais comprend des acquis lors d'une technique passée, du baccalauréat ou d'une autre occasion. Effectivement, réaliser ces tâches relève des activités de maintenance de leur laboratoire, de leur centre, de leur institut ou de leur université d'affiliation. Ces tâches sont nécessaires à la recherche, à l'enseignement et au service. Cet argument s'applique généralement à l'infrastructure des activités de recherche et à l'écosystème des acteurs rendant la science possible (souvent invisibilisés au sein des universités : secrétaires, fiscalistes, gestionnaires, administrateurs), car leur apport direct ne va pas à l'avancement ni au maintien épistémologique de la discipline (validité). Même des activités aussi centrales à la qualité de la science que la révision par les pairs demeurent largement bénévoles et sous-évaluées par les institutions, bien qu'essentielles à l'excellence scientifique (5).

Chercheurs et étudiants, particulièrement ceux qui prennent la voie de la recherche, sont accablés par les exigences de production de connaissances, d'enseignement et de transfert des savoirs, auxquelles s'ajoutent des critères d'excellence, des

standards de production, la recherche de financement et la diffusion des travaux. Évidemment, des efforts existent au sein de l'Université pour accentuer les soutiens à la recherche et aux études, mais demeurent timides face à l'ampleur de la situation, sans la capacité effective de créer des dynamiques conséquentes avec la force des pouvoirs à l'œuvre. Prenons en exemple la place que prennent les maisons d'édition dans l'évaluation et la diffusion de la science, ainsi que les tarifs à la publication et à l'accès à la littérature scientifique. Ces impératifs à publier peuvent provoquer des conflits d'intérêts, notamment entre la production (le laboratoire X), la diffusion (maison d'édition) et l'application (un laboratoire Y) des connaissances. Ils réduisent alors le pouvoir effectif de l'université à promouvoir une science de qualité et à maintenir un contrôle sur les incitatifs à une conduite responsable ainsi qu'à une formation approfondie, valorisant davantage les prémisses (épistémologiques de la connaissance), plutôt que la capacité économique et les intérêts financiers à « faire sortir les publications ». Cette prise de conscience du contexte académique explique une motivation grandissante pour le projet Idoine et l'inscrit parmi un ensemble d'initiatives déjà à l'œuvre en vue d'étudier et de remédier à ces situations problématiques, en espérant trouver ainsi des pistes alternatives d'organisation de la vie universitaire et de collaboration entre les sciences (*Science4Sciences*) et auprès de la société (*Sciences2Society*).

Imaginons une dynamique qui ne reposerait pas exclusivement sur les épaules du corps professoral pour le transfert des connaissances expertes. Avant le transfert, le travail se conduit essentiellement en laboratoire, entre autres, par l'auxiliariat de laboratoire, l'assistantat de recherche et les recherches postdoctorales, sous la direction d'un professeur. Le fardeau, cependant, de nouer les partenariats de recherche, de solliciter du financement, de maintenir un rapport client et, en bref, de mettre en « vitrine » son laboratoire pour une *Science2Society* repose sur les épaules du corps professoral (sans négliger le soutien administratif ou facilitateur dynamisant l'infrastructure universitaire). Pourtant, il y aurait une valeur gagnant-gagnant à davantage partager cette responsabilité de « marketing » en science au sein du laboratoire qui, en réalité, ne devrait pas tendre à s'instituer comme un devoir « professoral ». Une certaine perspective tend à se consolider dans le milieu universitaire, rappelant l'organigramme des entreprises privées, entendant (réduisant) la compétence du professeur (expert, chercheur et enseignant) à la présidence d'un laboratoire. Les professeurs doivent déjà composer avec les nombreuses contraintes associées à l'enseignement : la création, l'actualisation, la progression, l'offre de cours, parfois avec l'aide et l'encadrement d'auxiliaires. À cela s'ajoutent les exigences liées à leurs activités de recherche, telles que la conception des protocoles de recherche, l'obtention de financement, la gestion de projets, le recrutement de personnel, la création de partenariats, l'implémentation de technologies et la prise en compte des réalités du terrain. Par ailleurs, les professeurs sont imputables, devant rendre des comptes aux bailleurs de fonds, aux médias, aux comités d'éthique et à d'autres instances. Enfin, leur charge comprend également des responsabilités administratives au sein de leurs départements, centres, instituts ou universités d'affiliation, ainsi que dans des fonds subventionnaires, particulièrement au Québec, où ils participent activement à la conception et à l'opération des programmations scientifiques et pédagogiques. Ce constat amène à se demander si la responsabilité de soutenir les mouvements transformatifs de nos communautés, tant à l'échelle locale qu'internationale, devrait réellement incomber uniquement au corps professoral. Bien que le rôle des professeurs soit central, nous croyons que cette charge ne devrait pas être exclusivement assumée par ceux-ci.

Dans notre modèle Idoine (ce collectif est bi-organisationnel, comprenant un réseau et un laboratoire), nous proposons de tourner l'attention vers le corps diplômé poursuivant aux cycles supérieurs (alias, les « étudiants gradués ») qui possède un potentiel sous-utilisé pour contribuer activement à ces transformations. Le collectif Idoine est désormais institué à l'office des entreprises à titre d'Organisme sans but lucratif depuis 2025, d'une part, et amorce la création d'un consortium de recherche (multi-universitaire) en éthique de la recherche, en interdisciplinarité et en relation avec la société. Ce partage vise à donner l'agilité suffisante pour réfléchir à la manière de mieux articuler un modèle de type coopératif, au regard du véhicule juridique, administratif, économique, technologique et scientifique, puis à mettre à l'essai ces idées pour améliorer le parcours académique. Il s'appuie sur une force latente présente dans nos universités qui pourrait, selon nous, renforcer les relations interdisciplinaires, décroiser les facultés et répondre aux besoins croissants d'une expertise mieux intégrée en société. Cette force latente est celle du réseau croissant d'Idoine comprenant ses membres — diplômés poursuivant aux cycles supérieurs (alias, les « étudiants gradués ») en recherche —, puis de leur mise en relation avec des organisations partenaires, comprenant des laboratoires de recherche infra-universitaires, des instances subventionnaires et des organismes de la société bénéficiant d'un service d'expertise. Nous plaçons pour une valorisation accrue des compétences acquises à l'université, à une époque où le transfert de connaissances est central, tant pour les scientifiques que pour les citoyens. Terminant sa phase de preuve de concept (2024-2025), ses premières stratégies d'organisation et offres de service d'Idoine apportent désormais des démonstrations pratiques de cette force latente des universités et de la possibilité d'un partage des responsabilités plus cohérent, valorisant et productif entre les expertises/experts composant nos universités.

Cependant, la « vie étudiante » est loin d'être exempte de défis. Les parcours types définis par les programmes universitaires en matière de progression, de crédits et de financement ne reflètent pas toujours les réalités complexes vécues par le corps étudiant prégradué, gradué en spécialisation et en début de carrière. Le financement, souvent attribué par le biais de concours, repose sur des critères bien connus : le mérite académique, le prestige anticipé du projet de recherche, les distinctions obtenues, l'implication « étudiante » et les expériences professionnelles. Cependant, l'accès à ces programmes reste hautement contingenté, avec des taux d'attribution qui, selon les sources, se situent autour de 25 %, légèrement en deçà au niveau fédéral (6) et au-dessus au niveau provincial en 2024-2025 (7). Il est donc particulièrement difficile pour de nombreuses personnes d'obtenir ce type de financement, d'autant plus qu'il est souvent nécessaire de combiner plusieurs sources pour atteindre un revenu viable. Même en cas de succès, un emploi en parallèle à une spécialisation s'avère fréquemment indispensable. Aux cycles supérieurs, cela implique souvent d'occuper un ou plusieurs emplois qui ne mettent pas en valeur les compétences et l'expérience acquises. Ces compromis prolongent la durée d'une spécialisation et limitent l'accès à des

stages ou à des immersions prolongées, essentiels à l'acquisition de savoirs, de compétences et de réseaux professionnels nécessaires à la réalisation des aspirations de carrière. Ces réalités, bien qu'influencées par les conditions initiales et les privilèges de chacun, contribuent à creuser davantage les inégalités structurelles déjà présentes dans la société. Comme conditions et privilèges, considérons de prime abord le statut socio-économique, le pays d'origine et les études internationales (ou non), mais autorisons-nous aussi à creuser certaines généralités plus profondes — dont les prises de risque (souhaitées ou obligées) et la marginalisation. L'expertise, la recherche et les études avancées impliquent un effort créateur risqué et marginal, conduisant à des risques et à une marginalisation, ou initié par une prise de risque et une marginalité. Ainsi, la vie étudiante (dire même, la vie universitaire) est caractérisée par la diversité, crée la diversité et émerge de cette diversité. Dès lors, l'étude de ces conditions initiales — instituant, systématisant, limitant l'expression de cette diversité, de ses dialogues, de ses maillages, échanges, assemblages et rebrassages — gagnerait à s'organiser autour, depuis et avec le système y donnant vie, c'est-à-dire la vie universitaire, incluant ces diplômés poursuivant aux cycles supérieurs (alias, les « étudiants gradués »).

De nombreux défis confondants compliquent la vie quotidienne du corps professoral, postdoctoral, en spécialisation et étudiant, tels que l'émigration, l'achat d'une première propriété, la proche aidance (y compris la jeune aidance), le deuil ou la parentalité, et peuvent prolonger ou interrompre l'avancée en carrière. Dans certains cas, ces défis forcent les individus à poursuivre leur parcours en tentant de gérer les effets négatifs sur leur santé physique et mentale. Le milieu académique, déjà marqué par une forte prévalence de troubles tels que l'insomnie et la dépression (8), exacerbe cette vulnérabilité. Ces réalités compliquent également l'implication dans des activités académiques et réduisent les chances d'obtenir des distinctions ou des financements, éléments essentiels pour rester compétitif. Faute de financement, d'emploi ou d'engagements pertinents dans leur domaine de spécialisation, un cercle vicieux s'installe : les trajectoires académiques sinueuses s'éloignent des attentes des organismes subventionnaires. Si les organismes subventionnaires œuvrent à développer des stratégies pour rendre compte de ces problématiques, la situation est complexe et dépasse le cadre seul de leur compétence. Le problème est insidieux (*wicked problem*) et nécessite une approche globale, appuyant la vie universitaire depuis les hautes (macro) instances jusqu'au quotidien de l'expérience académique, sans quoi l'écart se creuse entre les dossiers compétitifs et ceux des étudiants confrontés à ces contraintes.

En favorisant l'amélioration de l'employabilité des diplômés poursuivant aux cycles supérieurs (alias, les « étudiants gradués ») dans leur domaine d'expertise pendant leur spécialisation ou leurs recherches postdoctorales, la bonification de leur parcours d'apprentissage, ainsi que la valorisation et le développement de nouvelles compétences, l'éthique de la recherche émergeant du Laboratoire Idoine pourrait devenir une force transformative positive au sein des universités. Cette force dépasserait alors le rôle administratif, parfois perçu comme « de conformité » et souvent associé aux comités d'éthique de la recherche. Le développement d'un véhicule organisationnel tel qu'Idoine, s'instituant entre Science et Société, dont le fonctionnement est lui-même soumis à des investigations éthiques, pourrait jouer un rôle déterminant dans l'intégration respectueuse et constructive de la science au sein des communautés (9). Cette approche offrirait une nouvelle perspective sur la mobilisation des connaissances, en renforçant la collaboration entre les chercheurs, les universités et la société.

Reçu/Received: 17/01/2025

Remerciements

Un remerciement spécial va à Charles Dupras, Bryn Williams-Jones, Evelynne de Leeuw, Michèle Bouchard et Luc Stafford au moment de l'idéation de ce manuscrit, ainsi qu'à Anne-Sophie Jean-Charles, Noémie Harriet et Nicolas Macia.

Conflits d'intérêts

Antoine Boudreau LeBlanc est éditeur pour la *Revue canadienne de bioéthique*. Il n'a participé à aucun moment à la révision ou à l'acceptation de ce manuscrit. Les auteurs et autrices sont fondateurs du collectif Idoine.

Publié/Published: 16/03/2026

Acknowledgements

Special thanks go to Charles Dupras, Bryn Williams-Jones, Evelynne de Leeuw, Michèle Bouchard, and Luc Stafford for their contributions during the conceptualisation of this manuscript, as well as to Anne-Sophie Jean-Charles, Noémie Harriet, and Nicolas Macia.

Conflicts of Interest

Antoine Boudreau LeBlanc is editor of the *Canadian Journal of Bioethics*. He was not involved in the review or acceptance of this manuscript. The authors are founders of the Idoine collective.

Édition/Editors: Hazar Haidar

Les éditeurs suivent les recommandations et les procédures décrites dans le [Core Practices](#) de COPE. Plus précisément, ils travaillent pour s'assurer des plus hautes normes éthiques de la publication, y compris l'identification et la gestion des conflits d'intérêts (pour les éditeurs et pour les auteurs), la juste évaluation des manuscrits et la publication de manuscrits qui répondent aux normes d'excellence de la revue.

The editors follow the recommendations and procedures outlined in the COPE [Core Practices](#). Specifically, the editors will work to ensure the highest ethical standards of publication, including: the identification and management of conflicts of interest (for editors and for authors), the fair evaluation of manuscripts, and the publication of manuscripts that meet the journal's standards of excellence.

RÉFÉRENCES

1. Resnik DB. [Moral distress in scientific research](#). The American Journal of Bioethics. 2016;16(12):13-15.
2. Low BS, Koshy S, Thein KMM, Tayeba S & Saha S. [Factors associated with sleep disorders among international university students in Malaysia](#). Sleep and Vigilance. 2024;8:1-8.
3. Carrion LL, Bramstedt KA. Academic integrity, moral courage, and whistleblowing in student research. In: Eaton SE, editor. Second Handbook of Academic Integrity. Springer International Handbooks of Education. Springer, Cham. 2024.
4. Boudreau LeBlanc A. [Global living ethics: unveiling practical and theoretical synergies through reflexive balancing](#). Canadian Journal of Bioethics / Revue canadienne de bioéthique. 2024;7(4):71-83.
5. Hallonsten O. [Stop evaluating science: A historical-sociological argument](#). Social Science Information. 2021;60(1):7-26.
6. Canadian Association for Neuroscience. [Science funding in Canada — Statistics](#).
7. Fond de recherche du Québec. [Offres de financement 2024-2025](#).
8. Ganske KM. [Moral distress in academia](#). Online Journal of Issues in Nursing. 2010;15(3):6.
9. Boudreau LeBlanc A, Dupras C, Williams-Jones B, et al. [Safe spaces for co-operationalizing one health: building on momentum in bioethics](#). Ethics, Medicine and Public Health 2026;34:101233.